

dent inférieur à 1 p. 100 sur le marché provoque un relèvement des cours de trois cents et peut-être quatre cents pour cent.

M. Whicher: Il en va de même pour le bœuf.

M. Blenkarn: Pour le boeuf, le blé, l'orge, le maïs et la pomme de terre. Cette théorie fondamentale vaut pour tous les produits de base du pays. Ce que nous devons faire pour le producteur, c'est veiller à ce que nous restions toujours le banquier de dernier recours pour les produits commerciaux. Il faudra peut-être que le pays construise des entrepôts pour y stocker certains produits en période d'excédents, qu'on remettra dans le circuit en période de pénurie, mais nous financerons au prix de revient du producteur efficace.

Le Canada l'a déjà fait. Cela n'a rien de nouveau. Il n'y a pas très longtemps l'industrie de l'uranium frôlait le désastre, et l'État a payé l'accumulation de l'uranium à \$8 la livre. Aujourd'hui, son prix se situe à \$20 la livre. Il n'y a pas longtemps—et même pendant 10 ou 12 ans environ—nous avons aidé les mines d'or pour leur permettre de tenir le coup. Une partie de l'or acheté à ces mines, compte tenu des subventions versées, nous est probablement revenu à \$40 ou \$45 l'once. Peut-être même \$50 l'once, mais voyez à quel prix ce métal se vend aujourd'hui. Il atteint presque \$200 l'once, le pays n'y a donc rien perdu. C'est même probablement le meilleur placement que le gouvernement ait jamais fait.

Des voix: Bravo!

M. Blenkarn: Ainsi, pour ce qui est du financement des denrées, c'est le genre d'attitude sur lequel un grand pays producteur doit toujours compter.

En dernier lieu, Votre Honneur, à cette époque de demande mondiale excessive ou de prix exorbitants, nous devons envisager d'établir un système de double prix. Nous devons étudier la situation et nous assurer que ceux au Canada qui fabriquent et transforment les denrées en vrais produits utilisables dans la société puissent acheter les matières premières à un prix auquel ils puissent produire et vendre.

Soit dit en passant, je suppose que cela a quelque chose à voir avec la situation inflationniste que nous connaissons au Canada. Je ne crois pas qu'une politique de denrées soit essentiellement inflationniste, mais elle a certains effets secondaires sur la situation de l'inflation. Le gouvernement soutient que l'inflation est un problème mondial et qu'il ne peut donc rien y faire. La vérité est que le Canada contribue peut-être le plus à l'inflation mondiale parce que nous avons permis aux prix de nos matières premières de montrer en flèche sur les marchés mondiaux de sorte que des pays comme l'Angleterre et la France ont dû payer le genre de prix majorés que nous exigeons au Canada. Nous avons gonflé leurs économies par l'inflation, et stupidement aussi la nôtre.

Par suite de cette stupidité, le prix des pâtes et papiers a doublé au Canada même si nous exportons 66 p. 100 de tout ce que nous produisons dans ce domaine. Nous contrôlons en fait les marchés mondiaux de pâtes et papiers. Nous avons permis au prix de doubler dans notre économie parce que nous avons décidé de vendre aux Canadiens aux prix mondiaux. Ainsi les Canadiens ont gonflé le prix de leurs propres produits sur leurs propres marchés, et c'est probablement ce qui a le plus contribué, à part la politique monétaire et les dépenses du gouvernement, à l'inflation au pays.

Je ne veux pas parler de l'inflation ce soir, mais je dis qu'une politique de denrées judicieuse aurait grandement

Licences d'exportation et d'importation—Loi

réduit le coût de la vie de tous les Canadiens. Nous ne parlerions pas de problèmes au sujet des grains de provende, du coût excessif d'alimentation, des animaux et de tout le reste, pendant que les prix ne cessent de grimper, si nous avions adopté une politique de denrées judicieuse.

Le régime des quotas est un des éléments fondamentaux d'une politique des marchandises et ce régime est autorisé en vertu des modifications à la loi à l'étude, qui permettraient au gouvernement de continger la production des matières brutes exportées par le Canada. Pour moi, cela ressemble beaucoup à la politique du parti conservateur-progressiste de l'Ontario, sous Sir George Drew, à l'époque où la province avait interdit l'exportation des billes servant à la fabrication de la pâte à papier, et plus tard, sous le regretté Leslie Frost, qui avait interdit l'exportation de pâte à papier.

M. Baker: Et créé une industrie.

M. Blenkarn: Oui, et fondé une industrie ici; nous pourrions créer une industrie pour chacun des processus de transformation des matières brutes. J'aimerais signaler au député qui a fait cette remarque que deux tiers de notre production totale de pâte à papier servent à la fabrication du papier et qu'un tiers est exporté sous forme de pâte à papier.

● (2030)

On ne peut ni la manger ni la boire, on ne peut s'en faire ni des vêtements ni une maison. On peut l'utiliser, toutefois pour fabriquer autre chose. Et pourtant, un tiers de notre pâte à papier est exporté à l'état brut; l'Ontario, toutefois, n'en exporte pas. Voilà une situation dont il est grand temps que s'occupe un gouvernement fédéral qui s'intéresse à l'emploi et à l'égalité des chances. Nous avons adopté dernièrement un système de double prix pour le pétrole. Bien que je ne crois pas particulièrement à l'emploi de droits d'exportation pour contrôler l'exportation de matières premières, et j'ai l'intention d'en parler plus longuement plus tard, je tiens à dire que le pétrole que nous exportons va en grande partie à des raffineries de la région de Chicago. Ces raffineries transforment notre pétrole en antigel qui est mis en boîtes. Elles le transforment en essence ou en produits chimiques et en nylon. Et pourtant, nous continuons à exporter du pétrole brut à ces raffineries.

Il faut que le gouvernement change de politique, car si nous devons exporter du pétrole, nous devrions l'exporter en boîtes, sous forme d'essence, de produits chimiques ou de collants de nylon et autres, au lieu de continuer à exporter notre pétrole, notre butane et nos produits chimiques à l'état brut. Nous devrions nous lancer dans l'exportation de produits finis que toute société exige. Cette question a été portée à mon attention un jour par mon père, qui était en affaires avec des importateurs Japonais au Canada. Vous vous rappellerez les foulards fantaisie que les Japonais fabriquaient, en soie avec des broderies sur les bords. Ils étaient vendus tout finis. Je lui ai demandé: «Pourquoi n'achetez-vous pas la soie en rouleau pour la broder ici?» Il me répondit: «Piston, le prix des foulards de soie emballés et expédiés du Japon est exactement le même qu'un rouleau de soie non imprimée, non brodée et non emballée.»

Un gouvernement qui s'intéresse à l'expansion industrielle devrait prendre exemple sur les Japonais et appliquer cette méthode au Canada. Pour quelle raison ne vendrions-nous pas l'acier au même prix que les matières premières, donc le fer et le charbon? Pour quelle raison ne